JUSTICE DE CLASSE
REPRESSION PARTOUT

Aujourd'hui les grands médias mettent en avant la répression subie par les migrant-es de la Chapelle et leurs soutiens. Il y a quelques semaines, les images des naufrages en méditerranée faisaient la une. Le traitement médiatique met en lumière les "drames humains" mais ne passe jamais le cap de la dénonciation politique, de la mise en accusation des responsables de ces tragédies et de cette répression.

Pour répondre à l'arrivée de dizaines de milliers de migrant-es sur les côtes européennes ces dernières semaines, dont l'Etat français se garde bien de souligner ses propres responsabilités, ce dernier met en place une insupportable logique de tri des migrant-es, à l'image de ce qui est en train de se dessiner à l'échelle européenne.

Le 17 juin dernier, les ministres de l'Intérieur et du logement prônaient face au conseil des ministres la mise en place d'un « plan » à deux volets : d'un côté l'accueil de celles et ceux qui fuient les persécutions et les conflits (et qui peuvent le prouver), celles et ceux qui, donc, relèvent du droit d'asile, et, d'un autre côté, une politique ultra répressive pour tou-tes les autres, les migrant-es dit-es « économiques irrégulier-es ». La supposée hospitalité à l'égard des un-es est conditionnée au refus d'accueillir les autres, d'après une logique de tri qui ne peut que contribuer à enraciner l'idée selon laquelle il y aurait des « bon-nes » et des « mauvais-es » migrant-es. Logique compassionnelle pour les un-es, logique de suspicion, de haine et d'exclusion pour les autres. Et vus les moyens que l'Etat français se donne pour la mise en place de ce plan, interdiction des « points de fixation » sur le territoire (autrement dit tolérance zéro vis-à-vis des camps de migrant-es), fermeture de la frontière franco-italienne, utilisation à plein régime des capacités des centres de rétention, création de centres de « pré-expulsion » ou « centres de tri » où seront assigné-es à résidence les débouté-es du droit d'asile, ... il est facile de déceler lequel des deux volets constituera la priorité du gouvernement et de l'Union européenne.

Au-delà de ces politiques « conjoncturelles », qui en disent long sur cette lame de fond anti-migrant-es qui sévit en Europe, c'est tout un système qui se donne à voir dans les violences que subissent ces dernier-es, un système de contrôle, de surveillance et de répression dans lequel les Etats appellent chacun-e à prendre sa place et à jouer un rôle. Les contrôleur-ses SNCF doivent signaler les sans-papiers aux flics tout comme les chauffeur-ses de bus. On compte sur la collaboration de tou-tes, l'agent de mairie qui dénonce auprès du procureur et de la PAF dès qu'il y a un mariage mixte ou l'employé-e de banque qui donne un rendez-vous à un sans-papiers pour permettre son arrestation. Il est attendu des travailleur-ses sociaux-ales qu'ils

fassent des rapports sur l'intégration des jeunes majeurs, pour participer activement à leur sélection. On demande aux passager-es voyageant avec un-e sans-papier-e expulsé-e de se tenir tranquilles malgré ses protestations et aux hôtesses ou steward de continuer à faire leur travail. Avec zèle ou fatalisme, parfois avec dégoût, tout le monde est embarqué dans cette répression qui s'immisce partout et veut s'afficher comme incontournable, nécessaire et même légitime.

« Circulez y a rien à voir ! »

Voilà le mot d'ordre pour que le système ronronne. Et lorsque les personnes sans les "bons" papiers s'organisent, et les soutiens avec elles, c'est une fois de plus la réponse répressive de la part de l'Etat qui est apportée : expulsion de campements, dispersion de manifestations, traque permanente dans certains quartiers... De Calais jusqu'à Toulouse et dans l'Europe entière, les brutalités policières et leurs volontés de détruire des mouvements d'organisation et de solidarité sont une violence de plus pour les personnes ne voulant pas se résigner au sort qui leur est laissé.

Mais si la répression est partout, c'est que la résistance peut et doit s'organiser à tous les niveaux. Il nous faut trouver les outils collectifs pour ne plus accepter. Attaquons toutes les formes de répression, réagissons face aux contrôles au faciès, bloquons le métro au prochain contrôle Tisseo et soyons deux millions pour bloquer un avion!

Ensemble, organisons-nous pour garder la force nécessaire et continuer à nous battre pour ce à quoi on croit.

Des papiers pour tou.tes

Liberté de circullation et d'installation pour tou.tes

Fermeture des centres de rétention et arrêt des expulsions.

« De l'air, de l'air, ouvrez les frontières! »

clime@riseup.net / clime.noblogs.org